

Mohammed VI se voit en chantre de l'islam modéré

Le souverain chérifien, commandeur des croyants, condamne les djihadistes et demande à la diaspora marocaine à l'étranger de les rejeter

Le Makhzen s'était comme mis en sommeil, après la dernière activité officielle de Mohammed VI avant la pause estivale. C'était le 31 juillet, pour la cérémonie d'allégeance, au palais royal de Tétouan. Le Tout-Rabat avait fait le déplacement. Chorégraphiée sous le règne de son père Hassan II, la *bey'a* est un des moments marquants de l'année politique: le souverain a traversé la cour d'honneur à bord d'une Cadillac décapotable de 1962 et ses plus illustres sujets se sont inclinés.

C'est un discours qui a réveillé le palais, le 20 août. Dix-sept minutes sur le fanatisme musulman, l'Afrique et les migrants, prononcé par le monarque et descendant du Prophète. Un discours diffusé sur toutes les chaînes marocaines, dont l'objectif est clair: se positionner comme l'apôtre de la modération. Mohammed VI a voulu réaffirmer que le commandeur des croyants, c'est lui. « Les responsables marocains, dont le roi, ont la conviction qu'ils ont construit une véritable politique religieuse, et qu'elle est une expérience exportable tant au niveau du dogme que de la gestion administrative de la religion. Ils sont sûrs de leur politique qu'ils prônent donc à l'international. Ce discours en est un aboutissement », souligne le politologue Mohamed Tozy, spécialiste des mouvements islamistes.

Mohammed VI livre un sévère réquisitoire contre les djihadistes. « Nous sommes convaincus que l'assassinat d'un prêtre est un acte illicite selon la loi divine, et que son meurtre dans l'enceinte d'une église est une folie impardonnable, car c'est un être humain et un homme de religion, quand bien même il n'est pas musulman », s'est indigné le roi, poursuivant: « Les terroristes qui agissent au nom de l'islam ne sont pas des musulmans (...), ce sont des individus égarés condamnés à l'enfer pour toujours. »

Le souverain s'est également directement adressé à la diaspora marocaine. « Invite les Marocains résidant à l'étranger à rester attachés aux valeurs de leur religion et à leurs traditions séculaires face à ce phénomène qui leur est étranger », a-t-il expliqué, les invitant à être des « défenseurs de la paix (...) dans leurs pays de résidence respectifs ».

Mohammed VI tire sa légitimité de son statut d'Amir Al-Mouminine (commandeur des croyants). Un titre que portaient les premiers califes, successeurs de Mahomet, et le même que lui conteste, depuis juin 2014, Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'organisation Etat islamique (EI). Le roi préside le conseil supérieur des oulémas, l'organe qui revendique pour le compte du souverain le monopole de la production de sens religieux.

«Bureaucratie du croire»

Une entreprise qui sert à asseoir la suprématie de la monarchie sur les autres acteurs politiques marocains, y compris les islamistes. Pour relayer sa lecture de l'islam, le roi du Maroc dispose d'une panoplie de moyens d'un Etat moderne, une «bureaucratie du croire», comme l'explique M. Tozy. Elle s'appuie sur des dizaines de milliers d'imams fonctionnaires.

A l'intérieur du Maroc, le royaume a, en effet, fermement repris en main sa sphère religieuse après les attentats de 2003 à Casablanca, qui avaient fait 45 morts. Chaque année, il forme 150 imams et 50 prédicatrices, et soumet deux jours par mois ses quelque 50 000 imams en activités à une « mise à niveau ».

Aucune enveloppe budgétaire n'est refusée au ministère des habous (biens de mainmorte) et des affaires islamiques, dirigé depuis 2002 par un historien, Ahmed Toufiq, Adepte de la Tariqa Bouchchichiya, la



Le roi du Maroc, Mohammed VI, et son fils, le prince Moulay Hassan (au second plan à gauche), à Rabat, le 8 juillet. BALKIS PRESS/ARABICA

« NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE L'ASSASSINAT D'UN PRÊTRE EST UN ACTE ILICITE SELON LA LOI DIVINE, ET QUE SON MEURTRE DANS L'ENCEINTE D'UNE EGLISE EST UNE FOLIE IMPARDONNABLE. »

MOHAMMED VI

plus puissante des confréries soufies marocaines, il est l'homme fort de la « restructuration du champ religieux » engagée depuis 2003. Cet homme discret ne jure que par le triptyque « rite malékite, doctrine achariite et soufisme », qui forment, selon lui, la particularité de l'islam marocain.

La promotion d'un islam « modéré » n'est pas seulement une œuvre à vocation interne. Elle est aussi au cœur d'une intense (et ancienne) diplomatie religieuse. En mars 2015, le roi a inauguré l'Institut Mohammed VI de formation des imams et des prédicatrices. La genèse du projet remonte à 2013, au Mali: après l'épisode de 2012 – les djihadistes avaient pris le contrôle du nord du pays –, un accord avait été signé avec le président Ibrahim Boubakar Keita pour la formation d'imams maliens au Maroc afin de lutter contre l'extrémisme religieux. Dans la foulée, d'autres pays africains avaient fait la même demande à Rabat, décidant le Maroc à se lancer dans la construction de cette institution.

Situé dans le quartier Madinat Al-Irfane, à Rabat, le complexe, qui est sorti du sol en seulement un an et a coûté 21 millions d'euros, compte un millier de places et reçoit des pensionnaires africains et européens venus se former pendant plusieurs

années. En juin, le roi a inauguré cette fois la Fondation Mohammed VI des oulémas africains: rassemblant des théologiens de trente pays du continent, elle est la première tentative d'asseoir Rabat comme l'épicentre de l'islam africain.

« Depuis l'indépendance, la religion est un élément-clé de la diplomatie du Maroc vers l'Afrique. Les récents événements dans la région ont donné une actualité nouvelle à cette stratégie », rappelait au Monde l'anthropologue Mohamed-Sghir Janjar en mars 2015. Avec la montée de la menace terroriste, cette expertise a été dirigée également vers les Etats européens.

Relations étroites avec les pays du Golfe

Le Maroc n'est d'ailleurs pas le seul à se poser en chantre d'un islam modéré. En Egypte, la mosquée Al-Azhar, qui abrite l'université du même nom, prestigieuse institution de l'islam sunnite, a proposé, fin 2015, de former des imams « modérés » pour la France et l'Europe afin de lutter contre l'organisation Etat islamique (EI). L'Algérie mène également avec la France des programmes de formation.

Le dispositif a pourtant ses limites. Depuis 2002, environ 160 cellules (une par mois en moyenne) ont été démantelées par les services de sécurité, qui se félicitent d'avoir aidé leurs homologues en Europe et en Afrique à prévenir plusieurs attentats. Et on estime à 1600 le nombre de départs de djihadistes marocains pour la zone irako-syrienne.

Rabat entretient également des relations très étroites avec les pays du Golfe, notamment avec l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Des soldats marocains participent d'ailleurs à la coalition menée par Riyad au Yémen. Mais c'est surtout la pénétration de discours wahhabite, longtemps toléré par les autorités (moins depuis les attentats de 2003), qui contredit le discours de modération du pouvoir.

Au-delà des frontières marocaines, quel peut être l'impact du dernier discours royal? « Concrètement, c'est une efficacité limitée », souligne Mohamed Tozy, rappelant que les processus de radicalisation actuels échappent au mode classique de socialisation religieuse (mosquées, familles, etc.). Le contrôle du champ religieux se heurte aux nouveaux ressorts de recrutement de l'EI: rapide, individualisé, facilité par les réseaux sociaux.

Un tel discours a, par contre, « une forte efficacité symbolique », poursuit le politologue.

LE CONTEXTE

LÉGISLATIVES

Le Maroc organise des élections législatives le 7 octobre. Ce sera la première fois que le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste) remettra son mandat en jeu depuis son arrivée au pouvoir en 2012. Un an plus tôt, le royaume chérifien avait à son tour été touché par l'onde de choc des « printemps arabes » en Tunisie, en Egypte et en Libye. Des manifestants avaient demandé plus de démocratie. Des revendications auxquelles le roi Mohammed VI avait très vite répondu en annonçant une réforme de la Constitution et la tenue d'élections législatives.

Vainqueur du scrutin, le PJD du premier ministre Abdelilah Benkirane fait depuis valoir une cohabitation apaisée avec le pouvoir royal, dont il ne conteste pas l'autorité.

Ceuta, noeud de la lutte contre la radicalisation islamiste

L'enclave espagnole, dans le nord du Maroc, est, selon une étude récente, le « principal foyer de la composante autochtone » de l'EI

REPORTAGE

CEUTA (ESPAGNE) - envoyée spéciale

Ce n'est pas une finale de l'Euro, mais l'enthousiasme n'en est pas très loin. En cette fin d'après-midi, dans le quartier populaire du Principe, qui surplombe l'enclave espagnole de Ceuta, le public est venu nombreux assister à la finale du tournoi local. Sur le petit terrain de football qui fait face à la mer, les plus jeunes ont sorti pour l'occasion les t-shirts à l'effigie de leur joueur star. Les adolescents chantent à tue-tête. « Le sport, ça nous permet de transmettre des valeurs, du vivre-ensemble », souligne depuis les gradins Karim Mohamed, la trentaine, médiateur social depuis dix ans.

En contrebas du terrain, s'étend la ville autonome de Ceuta: 18 km² d'Espagne fichés dans le nord du Maroc, cernés par la Méditerranée d'un côté, les barbelés de l'autre. Avec Melilla (12 km²) plus à l'est, c'est l'une des deux survivances de l'Espagne coloniale sur le continent africain. Bouts de terres souvent oubliés, ils ont été pointés du doigt ces dernières années comme l'un des visages de la radicalisation djihadiste en Espagne.

Selon la dernière étude de l'Institut royal Elcano, qui fait référence en la matière, intitulée « l'Etat islamique (EI) en Espagne » (publiée en juillet), sur les 124 individus détenus dans le pays pour des activités liées à l'EI entre juin 2013 et mai 2016, près de la moitié étaient des Espagnols. Parmi eux, 71 % étaient nés à Ceuta et Melilla. Selon Fernando Reinares et Carola Garcia-Calvo, les auteurs du rapport, si la région de Barcelone est le premier théâtre de la mobilisation de l'organisation Etat islamique en Espagne, Ceuta est « le principal foyer de sa composante autochtone ».

« Deux Ceuta »

A Ceuta, le premier cas spectaculaire a été celui d'un chauffeur de taxi: en juin 2012, Rachid Hossain Mohamed, 32 ans, partait en Syrie combattre le régime de Bachar Al-Assad avec le Front Al-Nosra, alors une branche d'Al-Qaïda. Une vidéo tournée quelques mois plus tard l'avait montré se faisant exploser dans une voiture piégée à Idlib. Il était originaire du Principe. Et son cas n'est pas isolé. Une toute jeune femme diplômée, le serveur d'un café connu du cen-

tre-ville: chacun ici a en tête une histoire de départ précipité. « On ne sait pas vraiment comment ils se radicalisent. Ils sont partis du jour au lendemain », soupire Karim Mohamed. L'Institut royal Elcano a dressé le portrait-robot d'un détenu pour ses liens avec l'EI en Espagne: un homme jeune, marié, avec enfants, ayant fait des études secondaires, de nationalité espagnole (45 %) ou marocaine (41 %). La radicalisation peut s'opérer sur le Web ou pas, dans des lieux de culte, centres culturels, ou prisons. Mais c'est le contact direct avec un agent de radicalisation qui semble décisif.

Si à Ceuta personne ne nie l'existence de cas de radicalisation, on se lamente de voir la situation résumée à cette actualité. Sociologue et Ceutien depuis toujours, Francisco Herrera enseigne à l'Institut de Estudios Ceuties: « Ces cas de radicalisation existent mais ils sont presque anecdotiques, estime-t-il. Il y a à Ceuta, une tradition du vivre-ensemble. Le problème est avant tout social. »

L'un de ses confrères, Manuel José Lopez Ruiz, acquiesce: « Il y a deux Ceuta: la Ceuta qui vit bien, en gros quelque 20 000 fonctionnaires, et la Ceuta qui galère, ceux qui n'ont pas de travail. »

Le petit centre historique de Ceuta est agréable: des plages, des vestiges de fortifications royales, quelques élégants bâtiments à l'architecture coloniale où flânent des touristes souvent en route pour le Maroc. Quelques minutes en taxi suffisent à monter dans le quartier du Principe. On change alors radicalement de décor: il n'y a ici ni hôtels ni grands magasins, peu d'infrastructures, mais un assemblage de maisons multicolores, accrochées à flanc de colline, aux airs de favela. L'insécurité y est élevée: l'Principe a longtemps été réputé quartier le plus dangereux d'Espagne.

« On vit sans problème l'un à côté de l'autre, mais pas vraiment ensemble », avoue-t-on. La population de Ceuta a toujours été multiculturelle: des chrétiens espagnols, des musulmans nord-africains mais aussi de petites communautés juive et hindoue. Aujourd'hui, près de la moitié (43 %) des 85 000 habitants de Ceuta est musulmane, principalement originaire du Rif marocain.



Peu à peu, la séparation s'est faite territoriale à l'intérieur de Ceuta. Les « cristianos », comme on les appelle ici, sont plutôt dans le centre-ville, tandis que les périphéries sont habitées par des musulmans qui souffrent d'être considérés comme des citoyens de seconde zone. Les indicateurs sociaux de Ceuta (comme ceux de Melilla) sont parmi les plus mauvais d'Espagne, parfois d'Europe: l'abandon scolaire s'élève à 25,2 %, le taux de chômage à 35 %, celui des jeunes à 67,5 %.

« Au contexte de marginalisation et de pauvreté dans certains quartiers [de Ceuta et Melilla], s'ajoute un autre ingrédient pouvant expliquer qu'une frange de jeunes musulmans soit enclavée à se radicaliser: la contagion du Maroc », estime le journaliste espagnol Ignacio Cembrero, qui vient de publier *La España de Ala* (« L'Espagne d'Allah », non traduit), enquête dans laquelle il consacre une centaine de pages aux deux enclaves, sous le titre sans équivoque de « Ceuta et Melilla, villes sans futur ».

« Convivencia »

Le nord-est du Maroc est un important pourvoyeur de djihadistes. Selon l'étude de l'Institut royal Elcano, sur les 800 Marocains partis en Syrie fin 2013, 35 % venaient de la région Tanger-Tétouan, Alhucemas. Or, les liens sont forts entre les habitants de Ceuta et ceux des villes marocaines voisines. Mais la proximité du Maroc se veut aussi une protection: c'est lui qui envoie l'essentiel des imams dans les mosquées de Ceuta. La promotion d'un islam modéré étant présentée par les autorités marocaines comme une stratégie de lutte contre le radicalisme.

Les autorités de Ceuta se veulent, elles aussi, rassurantes. Dans son bureau de la municipalité, costume sombre et moustache impeccable, le président de la ville, Juan Jesus Vivas, du Parti populaire (PP, conservateur), en place depuis 2001, ne cesse de vanter la « convivencia » régnant ici entre communautés. Mais aussi les efforts de sécurisation de ces dernières années, ainsi que l'important investissement social fait dans ces quartiers populaires grâce à des fonds nationaux et européens. « Ceuta n'est pas le nid de djihadistes que certains décrivent », proclame l'édile.

« Ceuta comme Melilla ont été parmi les lieux ayant connu le plus d'opérations de police ces dernières années », reconnaît Ignacio Cembrero. Après le traumatisme du 11 mars 2004 – où 191 personnes avaient été tuées et plus de 2 000 blessées dans des attentats commis par Al-Qaïda contre des trains de la banlieue de Madrid –, l'Espagne a été le pays ayant mené le plus d'opérations policières antiterroristes en Europe (jusqu'aux attentats de novembre 2015 en France). Avec un certain succès, puisque le pays n'a pas connu de nouvelles attaques. Au Principe, les opérations ont parfois été rudes. Côté travail, les autorités proposent des « plans de empleo »: des

« Avec celle du Mexique et des Etats-Unis, c'est la frontière la plus inégalitaire au monde quand on regarde le revenu par habitant »

JAVIER MARTINEZ ALONSO inspecteur académique

jobs sans qualifications, à durée déterminée, souvent six mois. Mais c'est surtout le commerce dit « atypique », en fait de la contrebande, tolérée, qui fait vivre de nombreuses personnes de part et d'autre de la frontière. Les habitants de la région de Tétouan, au Maroc, voisine de Ceuta, peuvent se rendre sans visa dans l'enclave. En tout, plusieurs milliers de personnes entrent et sortent chaque jour de ces 18 km², à pied ou en voiture dans d'interminables files d'attente.

« Avec celle du Mexique et des Etats-Unis, c'est la frontière la plus inégalitaire au monde quand on regarde le revenu par habitant », rappelle Javier Martinez Alonso, ancien militant du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et inspecteur académique. A l'approche des points de passage entre le Maroc et Ceuta, dans les montagnes, venant de Tanger, on croise sur le bord de la route des petits groupes de jeunes Subsahariens, sweat-shirt à capuche et sacs à dos fatigués. Le flux de ces migrants qui tentent d'atteindre l'Europe a diminué, l'étroite coopération sécuritaire entre l'Espagne et le Maroc ne leur laissant que peu de chance de passer, mais il ne s'est pas tari.

A Ceuta, la bataille pour l'égalité des droits s'est intensifiée sur le terrain politique: des partis à dominante musulmane ont vu le jour, telle la coalition Caballas, qui regroupe deux formations de gauche et est devenue la première force d'opposition. Mayda Daoud milite, elle, au PSOE. Souriante et énergique, cette toute jeune institutrice qui porte le voile a été élue seconde vice-présidente de l'Assemblée de Ceuta depuis 2015. « La citoyenneté se reflète dans la représentation », rappelle-t-elle, soulignant que la sous-représentation des citoyens de confession musulmane s'est un peu réorbée ces dernières années.

Elle reconnaît que depuis dix ans qu'elle vit ici, elle observe une montée du conservatisme religieux – le nombre de niqabs a, par exemple, augmenté – ainsi qu'une polarisation de plus en plus importante entre *cristianos* et musulmans. Mais le fond du problème est ailleurs: « Le risque de pauvreté touche 47 % de la population, soit 37 000 personnes sur 85 000 habitants. Le chômage des jeunes est proche de 70 %. Nous devons leur inventer un avenir. Si nous continuons ainsi, Ceuta va se vider. Les jeunes vont partir, ceux qui le peuvent en tout cas. »

C. B.

L'offensive diplomatique du Maroc en Afrique

L'AFRIQUE, POUR LE MAROC, est « bien davantage qu'une appartenance géographique et des liens historiques ». L'Afrique est « le prolongement naturel et la profondeur stratégique du Maroc ». Prononcé samedi 20 août, jour de fête nationale, le discours de Mohammed VI intervient dans une intense séquence diplomatique où le roi du Maroc tente de s'imposer comme un leader africain dans la droite ligne de la politique menée depuis quinze ans en direction du continent. Aide au développement, présence économique, coopération sécuritaire et religieuse: l'offensive est tous azimuts.

Jusqu'à-là, le Maroc, fermement armé à ses alliances occidentales, paraissait dédaigner l'Afrique. En 1984, Rabat avait claqué la porte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) après que celle-ci eut admis, deux ans plus tôt, la République arabe sahraouie

démocratique (RASD) en son sein. Sous Mohammed VI, arrivé sur le trône en 1999, le royaume a repris langue avec de nombreux pays du continent, au-delà de son aire d'influence historique. Le souverain a multiplié les tournées. Depuis 2013, il a visité une dizaine de pays africains, à la tête de délégations imposantes de ministres et d'hommes d'affaires.

Méfaits du colonialisme

Ces dernières années, ses discours ont aussi pris un ton résolument tiers-mondiste: en septembre 2014 devant l'Assemblée générale des Nations unies, ou à Abidjan en février 2015, le souverain n'a cessé de pointer les méfaits du colonialisme. Ce 20 août, le roi a une nouvelle fois dénoncé les maux « du sous-développement, de la pauvreté, de l'émigration, des guerres et des conflits, outre la tentation, en dé-

sespoir de cause, de se jeter dans les bras des groupes extrémistes et terroristes », pointant « la politique colonialiste que le colonialisme a menée pendant des décennies ». Dans les rues de Dakar, d'Abidjan ou de Libreville, des capitales qu'il a visitées de nombreuses reprises depuis 2013, cette mise en cause du « colon » – en l'occurrence, la France – flatte et plaît. Surtout quand Mohammed VI rappelle, comme ce 20 août, que « l'Afrique est capable d'assurer son propre développement et de changer par elle-même son destin ».

La dernière pierre de cette politique d'influence a été posée lors du récent sommet de l'Union africaine au Rwanda. Depuis longtemps, le Maroc, s'il n'est pas présent au sein de l'organisation panafricaine, y mène une diplomatie de couloirs. A Kigali, les 17 et 18 juillet, le pays a officiellement

demandé son admission. Sa « réintégration » dans le langage de la diplomatie marocaine, qui rompt avec trente-deux années de politique de la chaise vide dont le royaume semble avoir fini par admettre les limites.

Cette réintégration est toutefois encore loin d'être effective: la crise de voisinage avec l'Algérie, dont l'épicentre est le conflit du Sahara occidental, reste lancinante. Les deux grands pays du Maghreb n'ont pas ouvert leur frontière terrestre, fermée depuis 1994. Ce 20 août, Mohammed VI a utilisé un langage étonnamment apaisé vis-à-vis de son voisin, soulignant « cette solidarité sincère qui unit depuis toujours les peuples algérien et marocain ». Des mots qui ne font toutefois pas oublier que la compétition entre les deux pays est aussi une lutte d'influence sur le continent africain. ■

C. B. ET Y. AA.